ARRETE DE POLICE DE CIRCULATION RUE DES ANCIENS COMBATTANTS - 2020/VOI/344

Le Maire de la Commune de Camaret-sur-Aigues,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Route.

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié ou complété, relatif à la signalisation des routes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 1^{ère} et 8^{ième} parties – relative à la signalisation temporaire,

Considérant qu'en raison de la taille du murier effectuée par les services techniques municipaux, Rue des anciens combattants le JEUDI 12 Novembre 2020, il est préférable de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRETE:

<u>Article 1^{er}</u>: La Rue des Anciens Combattants **sera interdite au stationnement** à tous véhicules, aux abords du Murier, le Jeudi 12 Novembre 2020, entre 8h et 12h.

<u>Article 2^{ième}</u>: Les services techniques de la ville de Camaret sur aigues sont autorisés à procéder à la taille du murier situé dans la rue des anciens combattants.

<u>Article 3^{ième}</u>: Les Services techniques municipaux sont chargés de la mise en place des barrières d'interdiction. Les droits des tiers demeurent réservés. La commune décline toute responsabilité en cas d'accidents ou d'incidents survenus durant cette manifestation.

<u>Article 4^{ième}</u>: Les véhicules se trouvant en stationnement gênant ou interdit feront l'objet d'enlèvement et de mise en fourrière. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès verbaux et poursuivies conformément à la loi.

<u>Article 5^{ième}</u>: Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur 48 heures avant le début de la manifestation dans la commune de camaret sur aigues.

<u>Article 6ème</u>: Le Directeur Général des Services, le Responsable du Pôle Espaces Verts, les services de Gendarmerie, de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en Mairie de Camaret-sur-Aigues (Vaucluse).

Le 6 Novembre 2020

Philippe de BEAUREGARD,

Publié le :

Maire

Transmis en Préfecture de Vaucluse le :

Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de sa publication. Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télé recours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr